

Seita : des élus à Paris pour sauver le projet des salariés

lun, 03/07/2017 - 15:14 | rzampa



Les élus du Loiret Marianne Dubois, Jean-Pierre Sueur, Marie-Agnès Linguet et une syndicaliste, Nathalie Balberde, ont été reçus, ce lundi 30 juillet, par le ministère de la Santé et Matignon pour tenter de sauver le laboratoire de Fleury-les-Aubrais.

BOUFFÉE D'AIR ? - Le couperet était tombé fin novembre 2016.

L'usine Seita de Riom, dernière fabrique de cigarettes en France continentale, fermera au second semestre 2017. Ainsi que son centre de recherche situé dans le Loiret, à Fleury-les-Aubrais.

L'usine de Riom, dans le Puy-de-Dôme, compte environ 239 postes, le centre de recherche de Fleury-les-Aubrais, dans le Loiret, 87.

Ce lundi 3 juin, parlementaires et élus locaux ont à nouveau joint leurs efforts pour tenter de soutenir le projet des salariés de voir le laboratoire de Fleury les Aubrais transformé en laboratoire

indépendant. Ainsi, Marianne Dubois députée LR du Loiret, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, Marie-Agnès Linguet maire UDI

de Fleury les Aubrais, vice-présidente d'Orléans Métropole, et Nathalie Balberde, représentante des organisations syndicales (UNSA, CFE-CGC, CGT), ont été reçus au cabinet d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, au sujet du devenir du laboratoire de la SEITA de Fleury les Aubrais. Ils ont également été reçus par Anne Beinier conseillère auprès de la ministre, chargée notamment des addictions et par Guillaume Couillard, conseiller santé du Premier ministre, Édouard Philippe.

Ce laboratoire indépendant pourrait assurer les analyses désormais prescrites pour ce qui est du tabac, tant au niveau européen qu'au niveau français - ce qui suppose un examen du dossier et un agrément par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Cela se traduirait donc par le maintien sur place du laboratoire.

Guillaume Couillard et Anne Beinier les ont assurés qu'ils suivraient ce projet avec la plus grande attention en lien très étroit avec l'ANSES.

Les élus ont soutenu le projet des salariés de voir le laboratoire de Fleury les Aubrais transformé en laboratoire indépendant afin de pouvoir assurer les analyses désormais prescrites pour ce qui est du tabac.

«Une chute des ventes»

La filiale française met en avant «*la chute continue de ses ventes dans ses principaux marchés et la forte baisse de production qui en résulte*». «*Imperial Tobacco est contraint d'adapter son outil industriel pour sauvegarder sa compétitivité*», explique Seita, rappelant que l'industrie du tabac subit de plein fouet les conséquences «*des législations européennes anti-tabac qui ne cessent de se durcir*».

Le déclin de la consommation de tabac est, selon Seita, «*durable et structurel en Europe : entre 2002 et 2015, le nombre de fumeurs a diminué de 37%. En France, au cours de la même période, les achats de tabac ont chuté de 44%*», poursuit le communiqué. Imperial Tobacco, historiquement implanté en Europe, «*connaît en conséquence une forte diminution de ses volumes produits. En 2016, il a produit 64 milliards d'équivalents cigarettes en moins qu'en 2012, soit une baisse de 19% de sa production*», dit-il.

La baisse structurelle des volumes «*crée des surcapacités de production massives, les usines européennes du groupe n'étant exploitées qu'à 50% de leur potentiel depuis 2013*», dit Seita.

Seita évoque aussi un «*déficit de compétitivité vis-à-vis de ses concurrents, implantés majoritairement dans les pays de l'Est où les coûts de production sont nettement inférieurs*». Par ailleurs, en France, «*le chiffre d'affaires de Seita a diminué de 24% entre 2013 et 2016 (soit une perte de 227 millions d'euros), et l'entreprise a perdu 7 points de parts de marché entre 2009 et 2016*», dit la filiale française.

Chute d'activité de 24% en trois ans

Seita avait précisé que la procédure officielle de consultation des instances représentatives du personnel sur le projet de cessation des sites n'était engagée qu'à compter du mois de mars 2017. Elle annonçait qu'elle poursuivait la recherche de repreneurs «*pendant l'ensemble de cette procédure, soit, au total, une durée pratiquement deux fois supérieure à celle prévue par la Loi Florange*», qui obligeait les grandes entreprises à chercher des acquéreurs pour les sites qu'elles veulent fermer.

Après la fermeture de l'usine, la fabrication des paquets de cigarettes jusqu'alors assurée à Riom, devrait être transférée en Pologne et en Allemagne.